

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 06/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BLANCHON SA**

Usine de La Gourdinière  
73330 Domessin

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/01/2026 dans l'établissement BLANCHON SA implanté Usine de La Gourdinière 73330 Domessin. L'inspection a été annoncée le 18/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection de l'établissement BLANCHON a été réalisée en réponse à une demande de l'exploitant de pouvoir rencontrer l'inspection des installations classées et dans le cadre du suivi des suites des précédentes visites d'inspection réalisées en mars puis en septembre 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BLANCHON SA
- Usine de La Gourdinière 73330 Domessin
- Code AIOT : 0006104388
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe BLANCHON est spécialisé dans la fabrication de produits de finitions, de protection et de peintures de spécialités. Il dispose de 2 implantations en Savoie :

- Belmont Tramonet : site de production et centre de stockage et de distribution des produits finis ;
- Domessin : site de production.

L'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement implantées sur le site de Domessin est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 30/01/2004.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modifications des installations	Arrêté Préfectoral du 30/01/2004, article 1er point 3	Sans objet

## **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant a transmis un dossier de porter-à-connaissance en février 2026, en réponse aux constats réalisés et demandes formulées au travers des précédentes visites d'inspection, afin de porter à la connaissance de la préfète de la Savoie les modifications apportées aux installations exploitées sur le site de Domessin et dans le but de solliciter une révision des prescriptions de l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter de janvier 2004.

## **2-4) Fiches de constats**

### **N° 1 : Modifications des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2004, article 1er point 3
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> Il a pour rappel été constaté lors des précédentes visites d'inspection réalisées en mars puis en septembre 2024 que BLANCHON avait apporté des modifications aux installations qu'il exploite sur son site de Domessin, en particulier dans le cadre de la suppression des effluents industriels (eaux de process et eaux de refroidissement). Il avait ainsi été demandé à l'exploitant de transmettre un dossier de porter à connaissance en vue de procéder à une révision des prescriptions réglementaires de l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter de janvier 2004. Lors de la visite d'inspection de janvier 2026, l'exploitant a présenté son projet de modification des dispositions matérielles et organisationnelles relatives au contrôle de l'accès aux installations. Il a précisé que la mise en œuvre du projet n'engendrerait aucune modification, matérielle ou fonctionnelle, de la détection incendie de l'établissement et que les modifications ne concerneraient que les aspects relatifs au gardiennage et à la sûreté. Par courriel du 02/02/2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un dossier de porter à connaissance – prenant en considération les éléments susvisés – en vue de solliciter auprès de la préfète de la Savoie une révision des prescriptions de l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter de janvier 2004.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite